



Conseil économique et social

Distr. générale
22 mai 2012
Français
Original : anglais

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 7 f) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions de coordination, questions relatives
au programme et autres questions : pays africains
qui sortent d'un conflit**

Apport d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud par les organismes des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Comme suite à la demande faite par le Conseil économique et social dans sa résolution 2011/43, le présent rapport rend compte de la manière dont les organismes des Nations Unies ont apporté au Soudan du Sud un appui intégré, cohérent et coordonné pendant les 10 mois qui ont suivi son accession à l'indépendance, ainsi que des difficultés auxquelles ils ont pu se heurter. On y trouvera une analyse des dispositifs et outils novateurs qui ont été mis à profit pour faciliter le passage des secours d'urgence aux activités de développement et renforcer les capacités locales en respectant les priorités nationales. L'accent y est aussi mis sur le caractère imprévisible et incertain de la transition, en raison de considérations politiques et sécuritaires qui, au moment de l'établissement du présent rapport, avaient conduit à réduire considérablement les dépenses publiques et à réviser les priorités de toute urgence, ainsi qu'à réorchestrer les mesures de soutien des organismes des Nations Unies. On trouvera en conclusion des recommandations sur la manière dont les acteurs du développement peuvent ajuster leurs initiatives, dans un contexte très difficile et imprévisible, pour que la population qui a cruellement besoin d'aide tant sur le plan humanitaire qu'en matière de développement puisse en profiter le plus possible.

* E/2012/100.



I. Introduction

1. Après avoir passé plus de 50 ans presque exclusivement en état de guerre et à la fin d'une période intérimaire de six ans qui a suivi la signature de l'Accord de paix global entre le Gouvernement de la République du Soudan et le Mouvement populaire de libération du Soudan, le Soudan du Sud a accédé à l'indépendance le 9 juillet 2011. La République du Soudan du Sud est devenue le cent quatre-vingt-treizième État Membre de l'Assemblée générale le 14 juillet 2011.

2. Après l'admission du Soudan du Sud à l'Organisation des Nations Unies, le Conseil économique et social, dans sa résolution 2011/43, a prié le Secrétaire général de lui rendre compte de la façon dont les organismes des Nations Unies qui s'occupent de développement apporteraient un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud, conformément aux priorités nationales, le rôle et la responsabilité de chacun étant clairement définis dans l'exécution des activités opérationnelles du système des Nations Unies.

3. Reconnaisant les défis colossaux que le pays doit relever sur le plan humanitaire et ceux de la consolidation de la paix et du développement et réaffirmant la nécessité de renforcer la synergie entre les programmes de développement économique et social du Soudan du Sud et ses objectifs de paix et de sécurité, le Conseil a prié le Secrétaire général et tous les organes et organismes des Nations Unies compétents en la matière, ainsi que les institutions financières internationales et les organismes de développement, d'aider le Soudan du Sud, chaque fois que cela serait possible, en continuant de fournir une aide humanitaire et une aide à la consolidation de la paix efficaces, ainsi qu'une aide au développement suffisante, conformément aux priorités nationales, y compris la promotion du renforcement des capacités, afin d'établir des bases solides pour un développement à long terme.

II. Contexte

4. Le Soudan du Sud est l'un des pays les moins avancés au monde et il traverse une période de transition difficile et compliquée après des décennies de guerre. Pendant la période de six ans couverte par l'Accord de paix global, de 2005 à 2011, des progrès impressionnants ont été accomplis au niveau de la mise en place des structures d'État. Au bout de quelques années seulement, 37 ministères, 19 commissions, 10 gouvernements d'États, un Parlement national et 10 organes délibérants ont été créés. Des institutions garantes de l'état de droit ont été instaurées et de premières mesures ont été prises pour transformer le Mouvement/Armée populaire de libération en une armée professionnelle. Plus de 2 millions de personnes sont revenues au Soudan du Sud, pour la plupart de pays voisins. Le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire a doublé, l'épidémie de rougeole a été jugulée et 6 000 kilomètres de routes ont été ouverts, même si elles ne sont pas encore praticables par tous les temps.

5. Malgré ces succès remarquables, le Soudan du Sud représente un de plus grands défis contemporains de construction de l'État. La pauvreté y est endémique et les perspectives de croissance diversifiée à court terme y sont quasiment inexistantes. L'infrastructure publique nécessaire à la croissance y fait défaut. Le réseau routier n'y est pas praticable par tous les temps, de sorte que près de 60 % du

territoire est inaccessible pendant la saison des pluies. Il n'y a pas de réseau électrique et de système énergétique national. Les aéroports sont en piteux état et les capacités de l'aviation civile y sont très limitées. Bien que la couverture de téléphonie mobile se soit améliorée, la connectivité est à son niveau maximal. De nombreuses zones restent instables parce qu'elles demeurent largement inaccessibles, et les structures d'État, notamment en ce qui concerne l'application des lois, n'ont que peu de moyens, au mieux, pour intervenir en cas de conflit ou se rendre sur les lieux.

6. À l'heure actuelle, le peuple du Soudan du Sud connaît les conditions de vie les plus dures au monde. Plus de 80 % de la population vit avec moins de 1 dollar par jour et une proportion choquante d'un tiers des habitants n'a pas un accès sûr à l'alimentation. Seulement 40 % de la population a accès aux services de santé de base et bien que certains progrès aient été accomplis en matière de vaccination, moins de 6 % des enfants sont complètement vaccinés. Malgré l'augmentation des taux de fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire, la moitié de tous les enfants ne sont pas scolarisés et les taux de réussite des filles sont les plus bas au monde. Par ailleurs, 85 % de la population du Soudan du Sud ne sait ni lire ni écrire.

7. Les conditions sont particulièrement alarmantes pour les femmes. Quarante-vingt-douze pour cent d'entre elles sont analphabètes et le taux de mortalité maternelle, de 2 053 décès pour 100 000 naissances vivantes, est le plus élevé au monde. Les femmes représentent environ 48 % de la population d'après les résultats du recensement de 2008 et c'est parmi les femmes chefs de foyer que la pauvreté est la plus extrême : 57 % des ménages dirigés par des femmes souffrent de la pauvreté, contre 48 % des ménages dirigés par des hommes. On observe aussi des écarts significatifs entre sexes dans l'enseignement, où le ratio de filles par rapport aux garçons place le pays juste avant la dernière place dans le monde pour ce qui est de l'enseignement primaire et dans les cinq derniers pour ce qui est de l'enseignement secondaire. Quant au ratio de femmes par rapport aux hommes en ce qui concerne l'alphabétisation des personnes âgées de 15 à 24 ans, le Soudan du Sud est le deuxième pays connaissant les plus mauvais résultats¹. Au Soudan du Sud, une fille de 15 ans est plus susceptible de mourir en couches que de finir sa scolarité. D'après les évaluations récentes, la violence sexiste est aussi monnaie courante.

8. Pendant sa première année d'existence, le Soudan du Sud a rencontré d'énormes difficultés. D'après les données fournies par le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Gouvernement, le nombre de personnes se trouvant en situation d'insécurité alimentaire est passé de 3,3 millions en 2011 à 4,7 millions en 2012, soit plus de la moitié de la population, dont 1 million en situation d'extrême insécurité alimentaire. Les différends concernant le tracé de la frontière, le statut d'Abyei, le conflit dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu en République du Soudan et le partage des revenus du pétrole ne sont toujours pas réglés. La persistance des tensions entre le Soudan et le Soudan du Sud a provoqué des conflits sporadiques le long de la frontière, plaçant des centaines de milliers de personnes en situation d'extrême danger et limitant la libre circulation des personnes et des marchandises. La fermeture des frontières a entraîné une escalade du prix des produits de base, aggravant encore l'insécurité alimentaire. Les risques de conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud perdureront tant qu'un accord ne sera pas conclu sur les questions restées en suspens depuis la signature de l'Accord de

¹ Statistiques et évaluations du Centre du recensement du Soudan du Sud.

paix global (notamment en ce qui concerne les arrangements relatifs aux revenus du pétrole, le statut d'Abyei, le tracé de la frontière et la citoyenneté).

9. Lors du recensement de 2008, on a dénombré 8,26 millions d'habitants au Soudan du Sud. La population est très jeune, 72 % de la population étant âgée de moins de 30 ans, ce qui n'est pas sans poser de problèmes dans la mesure où les jeunes rapatriés et les ex-combattants n'ont pas automatiquement accès aux terres, qui sont pour l'essentiel la propriété de la communauté et où de nombreux jeunes possèdent une arme à feu, de sorte que s'ils ne parviennent pas à s'intégrer sur le plan économique, ils risquent de rejoindre les milices armées qui peuvent leur offrir des moyens de subsistance. Faute de pouvoir gagner leur vie, les jeunes pourraient en être réduits à voler du bétail dans les villages ou à se livrer à des activités criminelles en zones urbaines pour subvenir à leurs besoins.

10. Le caractère lacunaire des capacités disponibles au Soudan du Sud, d'une gravité sans équivalent ailleurs en Afrique, est sans doute le premier facteur empêchant le bon déroulement de la transition et l'un de ceux auxquels il est sans doute le plus difficile de remédier rapidement et de manière efficace. Chaque ministère, chaque administration publique et chaque organisme manque cruellement de personnel qualifié et compétent. Près de la moitié des fonctionnaires du Soudan du Sud ont seulement été scolarisés dans le primaire et moins de 5 % ont obtenu un diplôme d'études supérieures. Dans l'administration, les faits d'armes des candidats sont souvent considérés comme plus importants que leurs compétences techniques. Le Président du Soudan du Sud a ordonné en novembre 2011 de vérifier les compétences des fonctionnaires en poste dans les trois niveaux du Gouvernement (Gouvernement fédéral, États et comtés), mais ce processus n'a toujours pas été engagé et plusieurs programmes en sont au point mort, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités, la réforme du service public et le recrutement de rapatriés qualifiés dans l'administration civile.

11. La nature imprévisible et changeante des événements dans le contexte de la transition est apparue clairement au début de l'année 2012. Comme les Gouvernements soudanais et sud-soudanais n'ont pu parvenir à des arrangements sur le partage des revenus du pétrole, le Soudan du Sud a décidé d'interrompre sa production de pétrole le 20 janvier 2012. Étant donné que les recettes pétrolières permettent de financer près de 98 % des dépenses publiques, cet arrêt de la production a eu de vastes répercussions. Le Gouvernement a décidé de réduire de 27 % les dépenses pour le reste de l'exercice jusqu'au 30 juin 2012, et le maintien de ces mesures d'austérité a été prévu lors de la planification du budget pour l'exercice 2012/13. Des projets d'importance ont été reportés à plus tard et les dépenses opérationnelles ont été réduites de moitié, avec des incidences sur les programmes gouvernementaux dans tous les secteurs. La nouvelle livre du Soudan du Sud se déprécie rapidement et l'inflation grimpe à toute vitesse. Si aucune mesure n'est prise pour relancer la production ou couvrir les insuffisances budgétaires, de nouvelles coupes s'avéreront nécessaires face à l'amenuisement des réserves. Si la politique d'austérité se poursuit, aggravant les vulnérabilités, les gains de développement obtenus au cours des six dernières années pourraient être remis en question et des pans entiers de l'aide extérieure devraient sans doute être convertis en secours d'urgence. Les principaux donateurs du Soudan du Sud ont pour la plupart d'ores et déjà fait comprendre qu'ils n'étaient pas prêts à combler le fossé fiscal ni à appuyer les programmes de développement demandés par Djouba.

12. Avant l'arrêt de la production, les dépenses publiques étaient largement biaisées, les salaires représentant près de la moitié du budget annuel, et ceux des forces de défense et de sécurité les deux tiers du total. Malgré les indicateurs de santé alarmants, seuls 4 % du budget gouvernemental étaient consacrés à la santé, ce qui est bien en dessous des niveaux observés dans la région et insuffisant pour pouvoir procéder aux investissements nécessaires afin de moderniser le système de santé. Le nouveau pays est largement tributaire de l'aide internationale. En 2011, les partenaires de développement ont débloqué 1,9 milliard de dollars en faveur du Soudan du Sud, ce qui représente un quart de son budget total. Les services de base sont pour l'essentiel financés par les partenaires internationaux et les organisations non gouvernementales, financées par les donateurs, continuent d'assurer 80 % des services de santé de base.

13. Au terme de plusieurs décennies de guerre, la société sud-soudanaise demeure largement militarisée. Dix mois après son accession à l'indépendance, la violence du conflit intercommunautaire, souvent attisée par des milices armées non étatiques, a fait de nombreux morts et réduit à néant les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes dans le pays. Les affiliations tribales dominent la société sud-soudanaise, caractérisée par sa diversité culturelle. L'absence d'identité nationale forte et les pratiques traditionnelles comme les vols de bétail ainsi que la rareté des ressources, notamment des ressources en eau, sont d'importants facteurs explicatifs de la poursuite des conflits internes. Bien que le Gouvernement ait lancé une campagne de désarmement, les armes sont partout. Le problème des mines terrestres reste entier et de nouvelles mines antipersonnel ont été posées le long des routes de transport dans les États de l'Unité et du Haut-Nil et dans certaines parties de l'État de Jonglei, ce qui ne laisse pas d'être préoccupant.

14. La corruption touche presque tous les niveaux de gouvernement et les mécanismes de responsabilisation existants n'ont pas suffi à éviter les cas de détournement et de mauvaise gestion des fonds publics. Le Soudan du Sud bénéficie d'impressionnantes ressources naturelles, en particulier les ressources pétrolières, même s'il a pour l'instant décidé d'interrompre sa production comme susmentionné. L'important est de savoir, pendant la transition, préparer le Gouvernement, l'infrastructure et l'appareil juridique pour que les richesses du pays puissent être mises à profit et convenablement réparties lorsque la production pétrolière reprendra, de sorte que l'ensemble de la population puisse en profiter, compte tenu des besoins en matière de développement humain.

III. Faciliter le passage de la phase des secours aux activités de développement

15. Pour les organismes, fonds et programmes des Nations Unies au Soudan du Sud, la priorité absolue pendant les premières années critiques d'existence est de faciliter la phase de transition tout en protégeant la population et en aidant le Gouvernement à se lancer avec succès dans le processus de construction de l'État.

16. Pour ce faire, il faut adopter une approche équilibrée faisant la juste part aux activités humanitaires et aux mesures de soutien du développement. Cependant, il n'est pas aisé d'orchestrer le passage de la phase des secours aux activités de développement et l'expérience acquise montre clairement qu'il est possible d'améliorer le type et l'ampleur du soutien apporté par les équipes de pays des

Nations Unies aux gouvernements en période de transition. Dans le cas du Soudan du Sud, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies se sont efforcés avec leurs partenaires d'adopter une approche axée sur le passage progressif d'interventions directes permettant de sauver des vies à des efforts menés sous la direction des autorités nationales et en partenariat avec elles dès qu'elles auront renforcé les mécanismes sur lesquels elles s'appuient et leurs capacités.

17. Consciente qu'il ne serait pas réaliste d'espérer réduire les secours humanitaires pendant les premières années d'existence du nouvel État, en particulier au regard de la volatilité de la situation actuelle, l'équipe de pays des Nations Unies poursuivra ses activités d'assistance humanitaire en même temps qu'elle mettra rapidement en œuvre des programmes de développement dans le pays. En axant ses efforts sur ces deux fronts en même temps, elle entend réduire les vulnérabilités, consolider les dividendes de la paix, éviter toute dépendance à long terme par rapport aux secours et jeter les fondements du développement durable. Au fur et à mesure que la phase de transition se déroulera et que le nouvel État renforcera sa capacité de gérer les biens publics et de fournir des services, l'équipe de pays entend progressivement limiter son assistance humanitaire jusqu'à ce qu'elle ne soit plus nécessaire du tout.

Appliquer les enseignements tirés de l'expérience

18. Lors du processus d'accession à l'indépendance, les organismes des Nations Unies qui s'occupent du développement ont rigoureusement analysé les modalités de leur engagement au Soudan du Sud par le passé pour s'assurer de la pertinence de leurs programmes de transition pendant les premières années d'existence de l'État au regard des conditions qui y prévalent. Après avoir tiré avec le plus grand soin des enseignements de l'expérience passée, l'équipe de pays est arrivée aux conclusions suivantes :

a) Pour encadrer un processus de transition aussi complexe et difficile qu'au Soudan du Sud, les organismes des Nations Unies doivent axer leurs efforts sur un nombre limité de programmes de développement relativement simples qui peuvent être appliqués à l'échelle du territoire;

b) La rapidité et le déroulement de la phase de transition au Soudan du Sud dépendra d'un certain nombre de facteurs interdépendants, notamment les capacités de l'État, le potentiel de croissance économique et le climat politique et la situation sur le plan de la sécurité. En planifiant et en concevant ensemble des interventions, les organismes humanitaires et les organismes de développement peuvent efficacement orchestrer des stratégies pour que les communautés ne soient pas encore plus fragilisées, mais aussi pour qu'elles ne deviennent pas tributaires de l'aide internationale;

c) Comme la phase de transition ne suit pas une ligne droite, les organismes des Nations Unies doivent offrir simultanément assistance humanitaire et aide au développement afin de protéger les populations et d'aider en même temps le Gouvernement à mettre en place les conditions nécessaires à la construction de l'État;

d) Pour limiter les risques encourus par la population pendant la phase de transition, les organismes des Nations Unies doivent mettre l'accent sur les

capacités locales d'alerte rapide, de préparation et d'intervention et s'efforcer d'améliorer la résilience des communautés;

e) Bien que les interventions humanitaires et les activités de développement soient régies par des principes distincts et des processus stratégiques et d'établissement des priorités différents, il faut faire le lien entre elles pour éviter que le manque de coordination, notamment au niveau de la planification et du financement, entraîne la définition d'objectifs et de priorités contradictoires et un manque de cohérence stratégique qui nuise à la transition;

f) Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ne peuvent agir seuls pendant la phase de transition; les acteurs internationaux, notamment les organismes des Nations Unies, doivent convenir d'un cadre stratégique informé par les stratégies nationales et fondé sur une évaluation et une planification harmonisées des besoins et ils doivent adopter des modes de financement flexibles, rapides et prévisibles en faveur des pays qui sortent d'une crise.

Encadré 1

Une approche globale pour améliorer la sécurité alimentaire au Soudan du Sud

Le PAM a adopté une approche intégrée de ses activités humanitaires et de ses efforts en faveur du développement au Soudan du Sud, conformément au Cadre d'action global mis au point par l'équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, sous la houlette du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et aux principes consacrés lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, à Rome, en novembre 2009. Cette approche a pour objectif d'aider les communautés à ne plus être tributaires de l'aide et à faire preuve de résilience. Elle prévoit des programmes de repas scolaire, des mesures de soutien nutritionnel et des initiatives de distribution de vivres dans le cadre desquelles une aide alimentaire est fournie à court terme afin de permettre la mise en place des conditions nécessaires à la paix, à la stabilité et au développement économique.

Le PAM contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire en liant le dispositif de distribution de rations alimentaires d'urgence à une stratégie à plus long terme de renforcement des capacités gouvernementales pour faire face aux urgences. La constitution d'une réserve céréalière stratégique permettra de faire face à la volatilité des marchés des produits agricoles en permettant au gouvernement d'acheter des denrées alimentaires en période d'excédent sur le marché et de les utiliser en période de pénuries. En appuyant la construction de routes de desserte et d'entrepôts, le PAM entend améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés, limiter la volatilité des prix pour les producteurs et encourager les investissements agricoles de taille modeste. Ces interventions sont souvent conçues pour aider les petites exploitantes. Les femmes compteront par ailleurs pour au moins 30 % des fonctionnaires qui seront formés pour gérer les réserves céréalières.

Pour encadrer la planification des activités à plus long terme dans le secteur agricole, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation

et l'agriculture (FAO) fournit une assistance technique au Gouvernement dans le cadre de la mise au point d'un plan-cadre complet de développement agricole, accompagné d'un document national qui guidera l'application du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Le document sera axé autour de quatre grands piliers – les terres et la gestion de l'eau, l'accès aux marchés, les ressources vivrières et la lutte contre la faim et la recherche agricole – et des priorités nationales y seront définies en ce qui concerne les investissements dans l'agriculture, qui informeront ensuite le pacte régional de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et le plan d'investissement établi en marge du Programme. L'équipe de pays des Nations Unies suivra aussi les recommandations figurant dans le *Rapport sur le développement humain en Afrique, 2012 : vers une sécurité alimentaire durable*, publié le 15 mai 2012.

IV. Alignement des plans des Nations Unies sur les priorités nationales en matière de développement

Plan de développement du Soudan du Sud pour 2011-2013

19. Dans le cadre du processus d'accession à l'indépendance, le Gouvernement a étroitement coopéré avec les partenaires de développement, notamment l'équipe de pays des Nations Unies, en vue de l'établissement du premier Plan de développement du Soudan du Sud, qui couvre la période allant du 9 juillet 2011 à 2013 et fait aussi office de document intérimaire de stratégie pour la réduction de la pauvreté en attendant la mise au point d'un document de stratégie couvrant la période normale de cinq ans. Des grands objectifs de développement y sont fixés pour le nouveau pays dans quatre domaines prioritaires : a) la gouvernance; b) le développement économique; c) le développement social et humain; et d) la prévention des conflits et la sécurité. Élaboré au terme d'un processus consultatif impliquant des centaines de responsables gouvernementaux et de partenaires à tous les niveaux, le Plan définit plus de 80 objectifs de développement et a vu l'identification de 20 programmes hautement prioritaires et de 5 priorités en matière de consolidation de la paix.

20. Le Plan forme aussi la base du processus gouvernemental de planification budgétaire et sert de cadre aux stratégies de financement de l'aide dans chaque secteur. Le Gouvernement et ses partenaires ont commencé de mettre au point le premier cadre de dépenses à moyen terme, qui détaillera les contributions financières du Gouvernement et de ses partenaires en vue de la bonne application du Plan. Étant donné l'arrêt de la production de pétrole et les mesures de relative austérité, ajoutés au fait que les principaux donateurs ont annoncé qu'ils réorienteraient leurs fonds vers les efforts humanitaires permettant de sauver des vies, l'application de nombreuses composantes du plan risque de rester au point mort.

Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement au Soudan du Sud pendant la période 2012-2013

21. À l'appui du Plan, l'équipe de pays des Nations Unies a collaboré avec le Gouvernement et les partenaires de développement pour établir un plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Adopté en octobre 2011, ce plan-cadre est pleinement aligné sur le Plan et il répond aux priorités les plus urgentes de la nouvelle nation pendant la phase de transition. Un de ses objectifs principaux est de permettre au Gouvernement de mieux maîtriser le processus de développement et d'en assumer davantage la responsabilité et d'aider les autorités à mettre en place les structures nécessaires pour être moins tributaires de l'aide à plus long terme. Au titre du Plan-cadre, l'équipe de pays aidera le Gouvernement à renforcer ses principales fonctions de gouvernance, à mettre en place des services, à améliorer la sécurité alimentaire, à réduire les conflits communautaires et à garantir l'accès à la justice dans des conditions d'équité dans les 10 États du Soudan du Sud.

Encadré 2

Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement : principales réalisations escomptées

1. Les principaux mécanismes de gouvernance et services de fonction publique sont créés et opérationnels. Cette réalisation contribuera directement au premier objectif du Plan de développement du Soudan du Sud relatif à la gouvernance. À la demande du Gouvernement, l'équipe de pays axera ses efforts sur le renforcement des capacités et les fonctions de gouvernance de base.
2. L'insécurité alimentaire chronique recule et les revenus des ménages progressent. Cette réalisation contribuera directement au principal objectif du Plan de développement en ce qui concerne le développement économique. À la demande du Gouvernement, l'équipe de pays axera ses efforts sur la promotion d'une croissance sans exclusive et sur la réduction de l'insécurité alimentaire.
3. Des systèmes de prestation de services de base sont en place. Cette réalisation contribuera directement au principal objectif du Plan de développement concernant le développement social et humain. À la demande du Gouvernement, l'équipe de pays axera ses efforts sur la mise en place de systèmes de prestation de services de base pour que le pays n'ait plus besoin de compter sur l'extérieur, ainsi que sur l'adoption d'un dispositif de protection sociale en faveur des plus pauvres et des plus vulnérables.
4. La violence est atténuée et la sécurité de la population locale est renforcée. Cette réalisation contribuera directement au principal objectif du Plan de développement concernant la prévention des conflits et la sécurité. À la demande du Gouvernement, l'équipe de pays axera ses efforts sur l'accélération du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration et sur la lutte contre la violence à l'échelon local.
5. L'accès à la justice est amélioré et l'état de droit progresse. Cette réalisation contribuera directement au principal objectif du Plan de

développement concernant l'état de droit. À la demande du Gouvernement, l'équipe de pays axera ses efforts sur l'élargissement de l'accès à la justice et le renforcement de l'administration de la justice pénale.

Appui à la campagne gouvernementale des 100 jours

22. Le 8 août, le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a prononcé un discours lors de la session d'ouverture conjointe de l'Assemblée législative nationale et du Conseil d'État et souhaité le lancement d'une campagne de 100 jours pendant laquelle le nouveau Gouvernement s'emploierait à obtenir des résultats concrets. Cette campagne reprend les objectifs prioritaires définis dans le Plan de développement du Soudan du Sud dans les domaines de l'éducation, de la santé, du développement de l'infrastructure, de l'état de droit, de la réforme du secteur de la sécurité, de la transparence et de la définition des responsabilités. À l'appui de la campagne, l'équipe de pays et d'autres partenaires ont aidé le Gouvernement à respecter pleinement ou dépasser 70 % des engagements pris. Les réalisations suivantes ont notamment été accomplies pendant les 100 premiers jours :

a) Dans le domaine de l'éducation, la construction de 29 nouveaux établissements d'enseignement primaire et de 4 nouveaux établissements d'enseignement secondaire a été entreprise pendant les 100 jours, avec l'appui du Ministère de l'éducation et de l'instruction et du Ministère de l'enseignement supérieur, de la science et des technologies, ainsi qu'avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les travaux étant supervisés par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets;

b) S'agissant de la santé infantile, 3 241 178 enfants ont été vaccinés contre la poliomyélite et plus de 600 000 contre la rougeole pendant les 100 jours, avec le soutien du Ministère de la santé et le concours de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS);

c) En ce qui concerne la santé maternelle, 47 sages-femmes fraîchement diplômées ont été déployées pendant les 100 jours, avec l'appui des Instituts nationaux de formation dans le domaine de la santé et le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP);

d) Pour ce qui est de l'état de droit, 54 nouveaux commissariats et postes de police et 4 nouvelles prisons ont été ouverts pendant les 100 jours, avec l'appui des services de police et de l'administration pénitentiaire et le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Plan des Nations Unies à l'appui de la consolidation de la paix

23. Conformément à la résolution 1996 (2001) du Conseil de sécurité, dans laquelle il était expressément demandé au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) de collaborer avec le Gouvernement sud-soudanais, l'équipe de pays des Nations Unies, ainsi qu'avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, y compris la Banque mondiale, pour formuler un plan à l'appui de la consolidation de la paix, l'équipe de pays, sous la supervision du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, a animé jusqu'ici les efforts déployés pour établir un plan stratégique

intégré à l'appui de la consolidation de la paix au Soudan du Sud. Selon le principe de la maîtrise nationale des programmes, les priorités définies dans le plan des Nations Unies à l'appui de la consolidation de la paix découlent directement des quatre piliers sur lesquels repose le Plan de développement du Soudan du Sud, ainsi que des principaux processus de transition politique prévus dans la Constitution transitoire du Soudan du Sud.

24. Ce plan a pour objectif d'aider le Gouvernement à faire face aux priorités les plus urgentes en matière de consolidation de la paix en améliorant sa capacité de gérer les conflits et en jetant les bases d'une paix durable. Faisant fond sur le rapport du Secrétaire général sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (A/63/881-S/2009/304), ce plan sera l'occasion de recenser les mesures concrètes que l'équipe de pays, la MINUSS et les principaux partenaires peuvent prendre pour éviter que le pays ne sombre de nouveau dans un conflit.

25. Ces mesures sont réparties entre les cinq objectifs en matière de consolidation de la paix et de construction de l'État qui ont été convenus sur le plan international lors du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, à Busan (République de Corée), en novembre et décembre 2011, où le Groupe g7+ des États fragiles a, avec les principaux partenaires bilatéraux et multilatéraux, approuvé la Nouvelle donne pour l'engagement des États fragiles sur le plan international. Ces objectifs sont les suivants : a) appuyer des politiques légitimes en encourageant la conclusion d'accords politiques et le règlement des conflits avec toutes les parties prenantes; b) l'amélioration de la sécurité de la population; c) la promotion de la justice en mettant un terme aux iniquités et en améliorant l'accès à la justice; d) l'instauration d'un climat économique porteur par la création d'emplois et l'amélioration des moyens de subsistance; et e) le soutien aux services de base en renforçant la capacité du Gouvernement de gérer les recettes et de mettre en place des systèmes justes et transparents d'offre de services. Le plan prévoit 42 activités de consolidation de la paix, dont 15 hautement prioritaires qui doivent être rapidement mises en œuvre. Si les objectifs et besoins identifiés dans le plan restent pleinement pertinents, la situation sur le plan de la sécurité et dans le domaine économique est telle qu'il a fallu en revoir le calendrier d'exécution. Il faudra donc réévaluer les priorités et les délais de mise en œuvre.

Renforcement du rôle joué par le Gouvernement dans la coordination de l'appui fourni par ses partenaires

26. La nouvelle stratégie gouvernementale en matière d'aide, qui figure dans le Plan de développement du Soudan du Sud et a été finalisée en octobre 2011, fournit des directives pour que l'aide au développement réponde aux priorités gouvernementales et définit le renforcement des capacités comme l'une des priorités absolues du Gouvernement. Cette stratégie a pour objectif d'atténuer le caractère discontinu de l'aide, d'abaisser les coûts des transactions, d'améliorer la coordination et d'encourager les partenaires du pays à travailler en synergie. Elle préconise le recours à des fonds de financement communs et à des approches sectorielles, en stipulant que l'aide doit : a) être alignée sur les politiques et les plans gouvernementaux sectoriels ou d'ensemble; b) être gérée par les institutions gouvernementales et utiliser les dispositifs gouvernementaux; c) être alignée sur le cycle budgétaire gouvernemental et canalisée par les systèmes gouvernementaux de gestion des services publics; d) appuyer les capacités et mécanismes institutionnels; e) être axée sur les résultats; et f) être distribuée de manière cohérente.

27. L'Équipe de pays des Nations Unies continue d'appuyer les efforts déployés par le Gouvernement pour améliorer la coordination de l'aide. Le Coordonnateur résident, le PNUD et l'UNICEF participent au forum organisé tous les trimestres entre le Gouvernement et les donateurs dans le cadre de la stratégie en matière d'aide pour leur permettre d'examiner le budget stratégique et les questions de coordination. Le PNUD dispense une assistance technique considérable pour faciliter le bon déroulement du processus budgétaire à l'échelle nationale et au niveau des États. Il soutient aussi la conception et la mise en place par le Gouvernement d'un système de gestion de l'information en matière d'aide, qui a pour objectif d'améliorer la transparence et la définition des responsabilités entre les partenaires et qui doit être bientôt élargi à tous les partenaires de développement, notamment les organismes, fonds et programmes des Nations Unies.

28. Dans le cadre des efforts déployés actuellement pour renforcer la coordination sectorielle et pouvoir en finir plus rapidement avec la phase de l'aide humanitaire, les groupes de travail gouvernementaux sur le budget des différents secteurs sont transformés pour mettre l'accent sur des approches sectorielles. À l'appui des politiques gouvernementales, chacun de ces groupes de travail est coprésidé par un partenaire de développement, chargé de faciliter la coordination des contributions de tous les partenaires aux débats politiques et aux processus de planification, notamment en ce qui concerne le budget pour 2012-2013. Le PNUD coprécide deux de ces 10 groupes de travail, celui chargé de l'administration publique et celui qui s'occupe de l'état de droit, et l'UNICEF apporte son concours au donateur coprésidant un troisième groupe de travail chargé des questions sociales et humanitaires. En fonction de leurs mandats et de leurs domaines de compétence, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies participent aux groupes de travail pertinents et contribuent à la formulation des politiques gouvernementales en vue de la mise au point d'approches sectorielles.

29. Conformément aux objectifs fixés dans le cadre de la stratégie en matière d'aide, l'Équipe de pays soutient également la mise au point de modalités harmonisées qui permettront de mieux aligner l'aide internationale sur les dispositifs gouvernementaux. Le PNUD et la Banque mondiale facilitent ensemble la mise au point d'un instrument relatif à l'aide en appui aux services locaux, un des deux instruments que le Gouvernement a jugé comme prioritaires dans sa stratégie en matière d'aide. À l'heure actuelle, l'Organisation des Nations Unies gère trois fonds de financement commun pour appuyer les priorités en matière de transition et des efforts sont d'ores et déjà déployés pour concevoir une nouvelle génération de programmes conjoints et de fonds de financement commun pour que l'aide fournie corresponde mieux aux politiques et dispositifs gouvernementaux.

Encadré 3

Fonds de relèvement pour le Soudan du Sud

Le Fonds de relèvement pour le Soudan du Sud, un fonds de financement commun géré par le PNUD, permet de faire le lien entre les interventions humanitaires qui permettent de sauver des vies et les activités de développement à plus long terme en aidant le Gouvernement à répondre aux questions qui se posent pendant la période de transition depuis son accession à l'indépendance. Pendant la période de l'Accord de paix global, le Fonds était l'un des seuls instruments appuyant les

activités de stabilisation du Gouvernement à l'échelle des États. Face à l'évolution des conditions sur le terrain, le Fonds est en cours de restructuration pour appuyer : a) les projets de stabilisation identifiés par les communautés locales et leurs dirigeants dans certains comtés qui risquent de sombrer dans le conflit; b) la réalisation des principaux produits du plan des Nations Unies à l'appui de la consolidation de la paix; et c) les principales composantes des plans de réintégration des rapatriés dans les différents États.

Pour aider les 375 000 personnes qui sont rentrées au Soudan du Sud au cours des 18 derniers mois, chacun des 10 États du pays ont élaboré un plan de réintégration, avec le soutien de l'Équipe de pays des Nations Unies et en tenant compte du résultat des évaluations conduites dans plus d'un tiers des communautés du pays. Si tous les États ont consacré une partie de leur propre budget à ces plans, une assistance internationale doit être fournie d'urgence pour faciliter la réintégration de ceux qui rentrent

La structure de gestion du Fonds est propre à permettre la maîtrise nationale des programmes et à faciliter la conclusion de partenariats locaux et la mobilisation de ressources par les autorités gouvernementales au niveau infranational. En tant qu'instrument de financement commun, le Fonds permet de réduire les coûts de transaction pour le Gouvernement et les bénéficiaires de l'aide et il est gage de cohésion stratégique et d'harmonisation programmatique sur les questions de transition.

30. Conformément à la stratégie gouvernementale en matière d'aide et dans le cadre des efforts déployés pour pouvoir appuyer le budget, le PNUD et d'autres partenaires contribuent au renforcement des mécanismes de définition des responsabilités et à l'amélioration de la confiance placée par les partenaires de développement dans les mécanismes gouvernementaux. À l'appui de la Commission de lutte contre la corruption du Soudan du Sud, le PNUD soutient la finalisation de la législation sur la question, s'emploie à renforcer la capacité de la Commission d'engager des poursuites et aide le Gouvernement à étudier la possibilité d'établir un tribunal anticorruption. L'Équipe de pays des Nations Unies met aussi en place une politique harmonisée concernant les transferts de fonds, reposant sur l'application d'une approche unique pour évaluer les systèmes fiduciaires des partenaires et mettre au point sur cette base des stratégies de gestion des risques associés aux transferts d'espèces à chaque partenaire, notamment les organismes gouvernementaux. Outil concret permettant de gérer et réduire les risques fiduciaires, cette approche doit permettre d'inspirer rapidement confiance dans les systèmes nationaux.

Définition stratégique des priorités au regard des défis et risques actuels

31. Les principaux résultats que le Gouvernement entendait atteindre pendant les premières années de vie de l'État sont exposés dans le Plan de développement pour le Soudan du Sud, mais au regard du caractère imprévisible et changeant de la transition, et notamment des tensions actuelles avec la République du Soudan et des mesures d'austérité budgétaire prises après l'arrêt de la production pétrolière, il

s'avère nécessaire de revoir et de réorchestrer les priorités pour relever rapidement les nouveaux défis. Les organismes de développement des Nations Unies aident le Gouvernement à mettre au point une approche à trois niveaux pour définir les priorités dans le contexte actuel compte tenu des produits et priorités identifiés dans le Plan pour : a) permettre l'essor et le développement de l'État; b) consolider la paix; et c) accélérer la construction de l'État :

a) La réalisation des produits prévus dans le Plan de développement du Soudan du Sud en ce qui concerne le développement est accélérée grâce à l'Initiative pour le développement du Soudan du Sud pour 2012-2020, une initiative conjointe du Soudan du Sud, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et du PNUD engagée dans le cadre de l'Union africaine. Lancée en septembre 2011, cette initiative a pour objectif de venir à bout des principaux obstacles qui entravent le développement et de mobiliser des ressources auprès des partenaires régionaux pour renforcer les capacités et développer l'infrastructure afin de favoriser la croissance économique et de permettre la fourniture des services. La CEA et le PNUD collaborent étroitement pour fournir le soutien technique et financier nécessaire à la mise au point de cette initiative et de son plan d'action connexe;

b) La réalisation des produits prévus en ce qui concerne la consolidation de la paix est évaluée dans le cadre du plan des Nations Unies à l'appui de la consolidation de la paix, compte tenu de l'évolution de la situation dans le pays en ce qui concerne la sécurité et sur le plan économique;

c) La réalisation des produits prévus en ce qui concerne la construction de l'État est accélérée dans le contexte d'un second cadre relatif aux fonctions de gouvernance de base. Faisant fond sur le premier cadre, qui était axé sur les priorités immédiates sur la voie de l'indépendance², le deuxième cadre mettra l'accent sur les produits prioritaires dans un contexte d'extrême austérité budgétaire. L'Équipe de pays aidera le Gouvernement à définir rapidement des priorités réalistes pour atténuer l'impact de la crise sur les personnes les plus vulnérables et préserver les fonctions essentielles de l'État.

32. La Nouvelle donne pour l'engagement des États fragiles sur le plan international, à laquelle le Gouvernement sud-soudanais a choisi de participer à titre pilote, prévoit la conclusion d'un pacte qui fera office de mécanisme de transition à court terme pour encadrer les efforts déployés au regard des priorités nationales. Assortis d'un cadre définissant des responsabilités réciproques, les trois ensembles de produits prioritaires doivent former les piliers du pacte conclu entre le Gouvernement et ses partenaires. À l'appui du Pacte et des autres mesures visant à atténuer la fragilité du pays et dans un effort pour que le Gouvernement inspire

² Avant l'accession à l'indépendance, le Gouvernement et les partenaires internationaux se sont employés à recenser les fonctions de gouvernance de base qui devaient être assises de toute urgence. Sur la base d'une analyse parrainée par le Gouvernement américain sur la fonctionnalité gouvernementale et d'études effectuées par l'Organisation des Nations Unies, le Gouvernement du Soudan du Sud, qui n'était alors que semi-autonome, a formulé un plan pour assurer 19 fonctions de base indispensables à l'instauration d'un gouvernement durable dans le Sud après la période de l'Accord de paix global. Un montant de plus de 70 millions de dollars a été mobilisé auprès des partenaires pour faciliter l'établissement de fonctions essentielles dans des domaines comme l'exécutif, le secteur de la sécurité, l'état de droit, la gestion fiscale, l'administration publique et les ressources naturelles.

davantage confiance aux diverses communautés et à ses partenaires, l'Équipe de pays des Nations Unies continue d'aider le Gouvernement à préciser les responsabilités de chacun, renforcer les dispositifs de supervision et concevoir à partir de données factuelles des plans en faveur des pauvres³.

V. Appui au renforcement des capacités

33. Tant dans le Plan de développement du Soudan du Sud que dans sa stratégie en matière d'aide, le Gouvernement fait du renforcement des capacités une de ses principales priorités. Le Plan de développement comporte une stratégie de renforcement des capacités à moyen terme identifiant les besoins les plus pressants sur le plan institutionnel pour que le Plan puisse être appliqué et que l'État s'avère viable. La formulation d'un Protocole pour le renforcement des capacités dans le cadre de la stratégie éponyme, sous la houlette du Gouvernement et avec le soutien du PNUD, doit permettre d'améliorer la coordination et l'efficacité des efforts déployés dans ce domaine au Soudan du Sud. Faisant fond sur l'expérience acquise dans d'autres pays qui ont pris d'ambitieuses mesures de construction de l'État et de renforcement des capacités, comme le Timor Leste et le Mozambique, le Protocole comprendra des directives sur le recours à des conseillers techniques, l'importance de définir les responsabilités réciproques de ces conseillers et de leurs homologues et les meilleures pratiques en matière de parrainage et de placement.

34. Craignant que le fossé existant en termes de capacités n'ait des répercussions négatives sur le développement pendant plusieurs générations, le Gouvernement et l'Équipe de pays des Nations Unies mettent au point des approches novatrices en matière de renforcement des capacités fondées sur la coopération Sud-Sud, qui pourront être appliquées rapidement et sur l'ensemble du territoire. Après avoir examiné les résultats donnés par les premières modalités d'assistance technique, le Gouvernement a indiqué qu'il préférerait que le renforcement des capacités et des compétences s'opère dans le cadre d'activités de parrainage Sud-Sud. Ces efforts, facilités par le PNUD, ont pour objectif d'asseoir les fonctions du Gouvernement et simultanément de renforcer les capacités locales par des activités de formation sur place. Dans la lignée des mesures prioritaires identifiées par le Secrétaire général dans son rapport sur la consolidation de la paix au lendemain d'un conflit (A/66/311-S/2011/527), qui a été présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session, et comme souligné dans ledit rapport, l'Équipe de pays des Nations Unies s'emploie à forger des partenariats avec les autorités et organisations régionales. Dans le cadre de ces partenariats, administrateurs publics et conseillers techniques dispensent leur expertise au sein des bureaux gouvernementaux pour encadrer les efforts des Soudanais du Sud à l'échelle nationale et infranationale.

³ Le PNUD appuie la consolidation des systèmes de contrôle législatif, le renforcement des capacités de lutte contre la corruption et des fonctions de vérification des comptes et l'amélioration de la participation de la société civile, en particulier les groupes de femmes, aux principaux processus législatifs.

Encadré 4

Partenariats Sud-Sud pour le renforcement des capacités civiles

Dans le cadre de l'initiative de déploiement rapide des capacités du PNUD, 120 Volontaires des Nations Unies ont été affectés aux services et organismes publics, essentiellement au niveau des États, depuis 2009. Il s'agit d'économistes, de statisticiens, de spécialistes des revenus, de comptables, d'experts de la gestion des ressources humaines, de spécialistes du développement organisationnel, d'urbanistes, de spécialistes des technologies de l'information et des communications, d'ingénieurs, d'avocats et de spécialistes des questions de sécurité des populations locales. Les Volontaires s'emploient à combler les lacunes existantes, à améliorer l'offre de services et à assurer le bon fonctionnement des mécanismes gouvernementaux. Dans le cadre d'une initiative complémentaire du Fonds des Nations Unies pour la population, plus de 20 sages-femmes Volontaires des Nations Unies venues de pays voisins ont été intégrées aux équipes de santé des 10 États pour améliorer l'accès des femmes à des services d'obstétrique de qualité et aider les sages-femmes locales et les accoucheuses traditionnelles à renforcer leurs capacités.

Instantané des principaux résultats obtenus dans le domaine de la gestion des finances publiques

Des systèmes de planification et de budgétisation à l'efficacité avérée sont créés dans les 10 États	<ul style="list-style-type: none"> • Les plans de travail et budgets des États pour l'année 2011 sont établis et 9 d'entre eux ont été approuvés à l'assemblée • Des plans pour une stratégie à moyen terme sont en cours d'établissement • Les statistiques socioéconomiques sont exploitées lors de la planification et de la définition des objectifs à atteindre
Des mécanismes de responsabilité financière sont mis en place dans les 10 États	<ul style="list-style-type: none"> • Des rapports périodiques (mensuels, annuels) sont préparés en temps voulu dans 7 des 10 États • Des groupes de vérification interne des comptes ont été créés dans 4 des 10 États
Des systèmes permettant de générer des recettes ont été créés et renforcés dans 5 États	<ul style="list-style-type: none"> • Les recettes collectées ont augmenté en moyenne de 138 % dans 5 États • Des administrations fiscales ont été créées et renforcées dans les différents États • Des stratégies ont été mises au point pour générer des recettes
Les capacités d'aménagement urbain sont renforcées dans les États où	<ul style="list-style-type: none"> • Des plans et politiques d'urbanisme ont été formulés dans les différents États et les cadres réglementaires sont améliorés

les rapatriés sont les plus nombreux • 28 000 nouvelles parcelles résidentielles ont été relevées et délimitées pour les rapatriés et les résidents locaux

Dans le cadre de l'Initiative régionale de renforcement des capacités au Soudan du Sud lancée par l'IGAD en janvier 2011, 200 fonctionnaires dotés d'une solide expérience et originaires de trois États membres de l'IGAD (Éthiopie, Kenya et Ouganda) sont déployés dans les principaux ministères. Les fonctionnaires de l'IGAD sont associés à des fonctionnaires sud-soudanais qu'ils forment sur place et auxquels ils font partager leurs qualifications. Le PNUD aide le Ministère sud-soudanais du travail, de la fonction publique et du développement des ressources humaines à gérer cette initiative. Cette approche a été considérée comme un outil novateur au service des efforts de construction de l'État dans un rapport publié dans *African Security Review* en février 2012.

Faisant fond sur le succès connu par les déploiements de fonctionnaires de l'IGAD, l'Initiative de solidarité de l'Union africaine, qui a été lancée après l'indépendance, verra le déploiement de 1 000 experts techniques des États Membres de l'UA dans le service public sud-soudanais, l'objectif fixé pour la première année étant de 75 déploiements. Comme pour l'Initiative de l'IGAD, le PNUD aidera le Ministère sud-soudanais du travail, de la fonction publique et du développement des ressources humaines à gérer l'Initiative de l'UA. L'accent sera mis sur le renforcement des fonctions de gouvernance de base, et notamment sur les candidats venus de pays avec de bonnes pratiques en terme de renforcement des capacités et d'institutions de contrôle.

Grâce à ces trois initiatives appuyées par le PNUD, plus de 250 experts techniques venus de divers pays de la région ont d'ores et déjà intégré les ministères à l'échelle nationale et au niveau des États.

35. À long terme, il faudra aussi répondre aux divers besoins en matière d'éducation pour appuyer le renforcement des capacités. Les partenaires des Nations Unies s'efforcent d'améliorer l'accès à un enseignement de qualité à tous les niveaux dans des établissements formels et informels. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'UNICEF aident par ailleurs le Ministère de l'éducation et de l'instruction à mettre au point du matériel pédagogique adapté en ce qui concerne l'alphabétisation, les compétences pratiques, le soutien psychosocial, l'éducation à la paix et la sensibilisation au problème du VIH/sida.

36. Le PNUE, la FAO et le PNUD s'emploient avec le Ministère de l'agriculture et des forêts à étudier les possibilités envisageables pour soutenir le secteur forestier, notamment en ce qui concerne la cartographie de la couverture terrestre, la gouvernance, les premiers pas sur la voie de l'application du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement et la promotion d'une

approche de la gestion des ressources naturelles axée sur les écosystèmes. Le PNUE collabore aussi avec le Ministère de l'environnement pour rationaliser la gestion des déchets dans le cadre des services de déchetterie offerts à la population en milieu urbain.

Appui à la mise en place de systèmes nationaux de collectes de données et de suivi

37. À l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour planifier des stratégies appropriées et suivre les progrès accomplis par rapport aux objectifs fixés dans le Plan de développement du Soudan du Sud, l'équipe de pays des Nations Unies continue de contribuer à la consolidation des systèmes statistiques nationaux. Le FNUAP aidera le Gouvernement à effectuer son premier recensement depuis l'indépendance, ce qui lui permettra de recueillir des données afin de mesurer les progrès accomplis par rapport aux objectifs de développement nationaux, y compris ceux du Millénaire, et permettra la formulation de politiques correctement informées. Le PNUD a par le passé offert son aide dans le cadre de la publication du rapport de 2009 sur la pauvreté au Soudan du Sud et de deux annuaires statistiques annuels. Il fournit une expertise technique au Bureau national de statistique pour l'aider à procéder à des estimations en ce qui concerne la comptabilité nationale, à préparer les enquêtes et à traiter et analyser les données. Le PNUD aide aussi le Gouvernement à publier régulièrement des données sur l'inflation.

38. Les organismes des Nations Unies aident les ministères qui relèvent de leurs secteurs de compétence à améliorer les dispositifs en place pour évaluer les résultats obtenus par rapport aux principaux indicateurs afin de mesurer les progrès accomplis sur la voie des objectifs fixés dans le Plan de développement du Soudan du Sud et des objectifs du Millénaire pour le développement :

a) L'UNICEF, le FNUAP et l'OMS fournissent un appui technique au Ministère de la santé dans l'établissement de dispositifs de santé et d'information, notamment en ce qui concerne la santé infantile, la santé des enfants et la santé maternelle;

b) L'UNICEF et l'UNESCO aident le Ministère de l'éducation et de l'instruction et le Ministère de l'enseignement supérieur, de la science et des technologies à renforcer le système d'information de gestion de l'éducation et à assurer la collecte de données sur l'enseignement à tous les niveaux;

c) Le PAM, la FAO et le Secrétariat technique sur la sécurité alimentaire au Soudan du Sud dispensent aux Ministères de l'agriculture et des forêts, des ressources animales et des pêcheries, des ressources en eau et de l'irrigation, de l'environnement, du commerce, de l'industrie et de l'investissement, et des finances et de la planification économique des formations sur la collecte et l'analyse des données et ils forment aussi des fonctionnaires au niveau des comtés à mener ce type d'analyses;

d) Le PNUD aide le Gouvernement à mettre au point des systèmes de suivi et de gestion par cas pour l'appareil judiciaire au Soudan du Sud, le Ministère de la justice, les services de police et l'administration pénitentiaire afin d'identifier les principaux goulots d'étranglement dans le système de justice pénale. Le PNUD aide aussi les services de police du Soudan du Sud à collecter et diffuser des statistiques

nationales sur la criminalité pour pouvoir faire un relevé plus précis des activités criminelles et mener des interventions mieux ciblées et plus efficaces;

e) Dans le cadre des procédures d'enregistrement des actes civils, l'UNICEF appuie la mise en place d'un système d'enregistrement des naissances, en tant que composante essentielle du développement de mécanismes de protection de l'enfance.

VI. Coordination au sein des organismes des Nations Unies

39. Après la déclaration d'indépendance du Soudan du Sud, un bureau de l'équipe de pays des Nations Unies et du Coordonnateur résident a été ouvert à Djouba. L'équipe de pays des Nations Unies au Soudan du Sud se compose de représentants de 22 organismes, fonds et programmes. Le Bureau du Coordonnateur résident et l'équipe de pays collaborent étroitement avec les autorités, tant au niveau central qu'à celui des États, pour s'assurer que les mesures d'aide au développement des organismes des Nations Unies répondent bien aux priorités gouvernementales. L'établissement du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement afin de permettre l'application rapide du Plan de développement du Soudan du Sud a constitué l'un des premiers succès de l'équipe de pays des Nations Unies, quatre mois après l'indépendance.

40. L'équipe chargée de la gestion des programmes au sein de l'équipe de pays des Nations Unies suit et supervise la coordination des activités de programmation stratégiques, notamment en mettant l'accent sur les programmes conjoints au moyen desquels les organismes des Nations Unies aideront le Gouvernement à atteindre les objectifs fixés et à mettre en place un cadre commun de suivi et d'évaluation du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Parmi les principaux programmes conjoints figurent des initiatives visant à améliorer l'emploi des jeunes dans les zones vulnérables ainsi que le nouveau programme commun d'appui des Nations Unies sur le VIH/sida. L'équipe chargée de la gestion des programmes s'occupe aussi de mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation commun en vue de la mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

41. À l'appui du programme « Unis dans l'action », l'équipe chargée de la gestion des opérations au sein de l'équipe de pays des Nations Unies met en place des systèmes opérationnels communs dans des domaines clefs pour mieux coordonner l'offre de programmes, autoriser des gains d'efficacité et réduire les coûts de transaction assumés par les partenaires. Dans le cadre des efforts déployés pour améliorer l'efficacité au sein du système des Nations Unies, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont décidé de partager des locaux avec la MINUSS sur le terrain. Par ailleurs, la CEA a apporté une contribution financière à la formulation de l'Initiative pour le développement du Soudan du Sud par l'intermédiaire du bureau du PNUD à Djouba, qui s'occupera de gérer les fonds. L'évaluation indépendante d'ensemble des leçons tirées des initiatives « Unis dans l'action » pourra être mise à profit pour rationaliser encore davantage les opérations des Nations Unies au Soudan du Sud.

42. Compte tenu de l'évolution de la situation et de la fragilité croissante du Soudan du Sud, l'équipe de gestion des programmes et l'équipe de gestion des

opérations de l'équipe de pays des Nations Unies ont mis au point un plan de secours pendant les premiers mois de 2012, en s'appuyant sur l'évaluation des risques menée au titre du Plan-cadre des Nations Unies pour le développement et en en redéfinissant les priorités pour faire en sorte que le Plan de développement du Soudan du Sud reçoive l'aide voulue étant donné la capacité plus limitée du Gouvernement d'appuyer la réalisation des activités prévues et compte tenu des répercussions possibles de l'arrêt de la production pétrolière sur la vie politique, la sécurité, la situation économique et le tissu social.

Coordination des activités à l'appui de la consolidation de la paix

43. Le Coordonnateur résident, qui est aussi Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, facilite la coordination des activités entre l'équipe de pays des Nations Unies et la MINUSS pour mettre au point des stratégies intégrées à l'appui de la consolidation de la paix. Pour garantir l'intégration et la cohérence du système, l'équipe de pays et la MINUSS participent à des groupes de travail stratégiques conjoints et ils adoptent des plans de travail communs à chaque fois que les domaines de compétence de la Mission recoupent les programmes de développement de l'équipe de pays, notamment en ce qui concerne l'état de droit et le désarmement, la démobilisation et la réintégration. Dans un souci d'efficacité, ces plans de travail conjoints sont établis en tenant compte des avantages comparatifs et des capacités civiles existantes.

44. Dans le cadre des efforts déployés pour consolider la paix au Soudan du Sud, la MINUSS établit des bases d'appui dans les comtés pour élargir la présence de la Mission dans les zones considérées comme présentant des risques importants de conflit et d'instabilité et pour pouvoir y appuyer davantage les mesures prises par les autorités gouvernementales pour y consolider la paix et la sécurité. Avec le soutien du PNUD, la MINUSS prévoit de construire des bases d'appui dans les différents comtés en plus de sa présence dans chacun des 10 États. Ces bases d'appui comprendront une plate-forme à l'intention de l'équipe de pays des Nations Unies et des autres partenaires de développement pour mener des activités de stabilisation et de consolidation de la paix. Dans le cadre des efforts pour assurer la cohérence des activités menées à l'appui de la consolidation de la paix à l'échelle du système, nombre des produits définis dans le plan des Nations Unies à l'appui de la consolidation de la paix concernent des comtés dans lesquels des bases d'appui seront installées.

45. Les projets à effet rapide de la MINUSS sont conçus et appliqués en collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres partenaires pour dispenser un soutien supplémentaire en matière de stabilisation et de développement à l'échelle des comtés. Dans le cadre du premier ensemble de projets à effet rapide, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains met en place des systèmes de distribution et de traitement des ressources en eau dans les petites zones urbaines de quatre États.

Coordination avec les institutions financières internationales

46. Le Soudan du Sud a rejoint la Banque mondiale et le Fonds monétaire international le 18 avril 2012, ce qui a ouvert la voie à une nouvelle ère de soutien technique et financier de la part des institutions financières internationales, puisque le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pour le Soudan du Sud de la Banque

mondiale, qui a été créé pour appuyer les programmes de redressement et de développement après la signature de l'Accord de paix global, arrive à expiration. Le Gouvernement a aussi conclu un accord de coopération général avec la Banque africaine de développement (le 24 septembre 2011) en attendant d'en être pleinement membre.

47. Dans le cadre du Forum interdonateurs pour la coordination des activités, qui réunit les partenaires de développement traditionnels et non traditionnels et est coprésidé par le Coordonnateur résident et le responsable de la Banque mondiale dans le pays, les données et analyses disponibles sont mises en commun pour mieux comprendre les questions émergentes et les nouveaux développements. Les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont été des partenaires de premier plan du Gouvernement et de la Banque mondiale pour l'exécution de projets au titre du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs pendant la période de l'Accord de paix global. Ils ont mené à bien des projets représentant un montant d'environ 181 millions de dollars. Les organismes de développement des Nations Unies continueront de coordonner leurs activités avec les institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque africaine de développement, à mesure qu'ils s'engageront davantage pour promouvoir le développement au Soudan du Sud, et ils s'efforceront d'identifier les domaines dans lesquels ils disposent d'un avantage comparatif et ceux dans lesquels des collaborations peuvent être envisagées.

VII. Défis et recommandations

48. Étant donné l'importance que revêt la capacité de l'État dans le processus de transformation économique et sociale, notamment pour ce qui est de la formulation et de l'application des politiques, il conviendrait d'inviter la communauté internationale à appuyer davantage le renforcement des capacités gouvernementales en identifiant et en éliminant les principaux obstacles sur les plans institutionnel et politique entravant le développement.

49. Étant donné le caractère imprévisible et changeant de la situation au Soudan du Sud sur les plans politique et économique et en matière de sécurité, il serait souhaitable d'encourager les partenaires de développement de l'Organisation des Nations Unies à faire preuve de la souplesse voulue pour qu'ils puissent répondre aux nouveaux défis qui pourraient se présenter. L'arrêt de la production pétrolière et l'escalade du conflit entre les Gouvernements soudanais et sud-soudanais montrent bien qu'il est urgent de définir des priorités d'action pour que les organismes des Nations Unies puissent concentrer leurs efforts sur les interventions qui permettront d'atténuer la fragilité du pays. Face aux mesures d'austérité prises par le Gouvernement, les organismes des Nations Unies et les autres partenaires qui s'occupent du développement devraient aider le Gouvernement à définir des priorités et consolider les ressources en axant leurs efforts sur un petit nombre de programmes d'adaptation répondant à ces priorités qui pourraient être appliqués à l'échelle du territoire. Les donateurs sont fortement encouragés à maintenir le cap en s'employant à faciliter le développement d'institutions indépendantes et solides au Soudan du Sud au lieu de réorienter les ressources des projets de construction de l'État et de développement vers les activités humanitaires.

50. Étant donné que les partenaires de développement risquent de donner au nouvel État l'impression d'être submergé, avec pour effet de réduire les retombées de leur engagement, s'ils cherchent à mener trop de projets de front selon une multitude de modalités, il faudrait que les partenaires internationaux, avec l'appui de l'équipe de pays des Nations Unies, sachent faire preuve d'autodiscipline pour définir un ordre de priorités dans le développement des nouvelles stratégies et des nouveaux programmes, en veillant à ce qu'ils soient pertinents et répondent aux priorités gouvernementales. Il convient d'encourager les partenaires à coordonner encore mieux la formulation et la mise en œuvre des stratégies.

51. L'équipe de pays des Nations Unies devrait continuer d'harmoniser ses processus en appliquant les aspects pertinents du programme « Unis dans l'action ». Étant donné l'ampleur des défis à relever au Soudan du Sud, il ne faut pas perdre de vue qu'il n'est pas nécessairement souhaitable de mettre en œuvre de nouvelles politiques pilotes et d'engager de nouveaux essais sur le terrain au regard des coûts de transaction prévus, qui doivent être maintenus au minimum.

52. Étant donné que la MINUSS est une mission intégrée chargée de consolider la paix et la sécurité et d'instaurer des conditions propices au développement, il est essentiel que les premiers succès enregistrés par les organismes des Nations Unies pour fournir un soutien intégré au Gouvernement sud-soudanais sur les plans technique et opérationnel soient complétés par des mesures de soutien et des directives intégrées au niveau intergouvernemental de la part des deux principaux organes que sont le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité dans le cadre des mandats et des compétences qui leur sont propres.
